

Assurance-chômage—Loi

Un autre élément qui s'est multiplié, douze fois en fait, en quatorze ans, c'est l'intérêt sur la dette publique. Quatorze années de mauvaise administration ont créé une situation telle qu'il faut douze fois plus d'argent aujourd'hui pour payer l'intérêt sur la dette publique. En outre, une bonne partie de cet argent quitte le Canada. Ce qui signifie qu'elle ne peut servir aux fins de l'assurance-chômage, des soins hospitaliers ou du versement de pensions aux personnes âgées. Cet argent sert uniquement à payer l'intérêt bancaire sur la dette que le gouvernement actuel a accumulée en quatorze ans avec, depuis le milieu des années 70, l'encouragement et même le chantage du Nouveau parti démocratique.

La conjoncture économique actuelle est tragique. Le dilemme était prévisible. Nous savons ici aujourd'hui que nous avons dépensé l'an dernier 4.8 milliards de dollars en prestations d'assurance-chômage. C'est beaucoup d'argent: près de cinq milliards de dollars. L'an dernier, nous avons aussi dépensé la même somme pour importer un produit, le pétrole. Aujourd'hui, nous achetons du pétrole à l'Arabie saoudite, au Mexique et à d'autres pays à raison de \$35 et \$45 le baril, ce qui revient à quelque dix milliards de dollars par année. Pendant ce temps-là, le pétrole canadien reste enfoui dans le sol de l'Ouest parce que nous avons un gouvernement qui favorise le pétrole étranger. La politique de notre gouvernement consiste à ne pas exploiter le pétrole canadien, à faire perdre des emplois aux Canadiens et à allonger la liste des prestataires de l'assurance-chômage. Voilà à quelle politique énergétique notre pays a été assujéti depuis que «le parti libéral de l'Ouest» a décidé de se défaire d'un gouvernement compétent. Le nouveau parti démocratique, «parti libéral de l'Ouest», a renversé un gouvernement compétent pour ramener un autre gouvernement . . .

● (1540)

Des voix: Les électeurs!

M. Hawkes: . . . dont le comportement a été, est et sera une catastrophe pour les Canadiens. Ensuite, ce parti a l'audace de dire à la Chambre: «La situation nous préoccupe. Il faudrait venir à bout du chômage. Mettons-y encore de l'argent».

Une voix: Ce sont les électeurs qui vous ont rejetés!

M. Hawkes: Mais les députés nous ont-ils dit où le gouvernement prendra l'argent? Que pensent-ils du résultat de nos emprunts forcés depuis 14 ans? Aujourd'hui, 23 p. 100 de recettes fiscales sont engouffrés par le service de la dette. Il ne reste au gouvernement fédéral que 77 p. 100 des recettes. Le reste va aux banques. Les impôts augmentent, mais les paiements d'intérêt augmentent plus rapidement. Nous avons moins d'argent aujourd'hui. Comme solution, les néo-démocrates proposent de taxer les entreprises. D'où viennent les chômeurs? D'où viennent-ils si ce n'est de ces entreprises qui doivent licencier leurs travailleurs avant de déclarer faillite? D'où viennent-ils, les chômeurs, si ce n'est pas . . .

M. Deans: Et les jeunes qui ne peuvent trouver d'emploi?

M. Hawkes: . . . que les coûts sont si élevés que les fabricants ne peuvent vendre ce qu'ils produisent?

M. Deans: Et les jeunes qui ne peuvent trouver d'emploi?

M. Hawkes: Ils ne peuvent en trouver parce que les usines sont fermées.

M. Deans: A cause d'une mauvaise gestion.

M. Hawkes: Vous appuyez les dirigeants, pas la base. Les dirigeants veulent 30 p. 100 d'augmentation. A Medicine Hat, il y a deux semaines à peine un syndicat, des dirigeants syndicaux représentant 175 travailleurs réclamaient une augmentation de 30 p. 100. Bien sûr, ils l'ont obtenue, mais l'entreprise a fermé et les 175 travailleurs chôment. Il y a eu une vente aux enchères, tout l'équipement a été liquidé et c'en est fini des emplois. Avons-nous demandé aux 175 travailleurs si c'était ce qu'ils souhaitaient vraiment? Où étaient-ils sous le joug d'un groupe de dirigeants qui étaient si bien payés qu'ils n'avaient plus aucun contact avec le peuple, et ne comprenaient pas que la base, au Canada à l'heure actuelle, se compose de personnes qui sont préoccupées, qui veulent un emploi, qui veulent avoir la chance d'être promues qui veulent mener une vie où il leur est possible de posséder leur maison et de recevoir des soins médicaux convenables? Voilà ce que veut la base de notre pays et nous avons des dirigeants qui ont perdu la tête, sur les conseils de personnes qui n'ont aucun bon sens. Dépenser 10 milliards de dollars par jour, payer quatre pays, importer du pétrole lorsque notre sous-sol en regorge, ce n'est pas faire preuve de bon sens.

M. Deans: Exactement!

M. Hawkes: Ce n'est pas faire preuve de bon sens que d'imposer une entreprise ou un particulier à tel point qu'il n'est plus en mesure de soutenir la concurrence sur le marché ni de vendre sa production. C'est de la folie, mais ce n'est pas du bon sens.

M. Kristiansen: Vous voulez imposer le consommateur!

M. Hawkes: Cela n'est pas faire preuve de bon sens. Depuis 14 ans, nous nous dirigeons sur une bien mauvaise pente. Les Canadiens n'ont aucun mal à le comprendre. Aujourd'hui, les Canadiens qui sont à la tribune ou ceux qui regardent la télévision ont la possibilité d'obtenir toutes sortes de cartes de crédit ou d'emprunter beaucoup d'argent. Toutefois, ils doivent savoir que s'ils le font, tout leur chèque de paie servira à rembourser l'intérêt sur leur emprunt et qu'il ne leur restera rien pour acheter à manger. Voilà où nous mènent de plus en plus les initiatives du gouvernement actuel, qui jouit de l'aide et du soutien inconditionnels du nouveau parti démocratique. Il invite les gens à emprunter aujourd'hui pour rembourser demain.

Je leur rappelle qu'aujourd'hui, nous dépensons 12 fois plus pour rembourser l'intérêt sur une dette qu'à l'époque où le premier ministre (M. Trudeau) est arrivé au pouvoir. En 14 ans, l'intérêt que nous devons payer a augmenté de 1200 p. 100. Voilà l'une des principales raisons de nos problèmes: l'argent se vend aux enchères. Le gouvernement emprunte 25 p. 100 de ce qu'il dépense, il se rend sur le marché des capitaux et fait concurrence à chacun d'entre nous, à tous les Canadiens qui sont à la tribune ou nous regarde à la télévision et qui cherchent à emprunter de l'argent. Cela fait augmenter le prix de cet argent. Cela fait augmenter les taux d'intérêt parce que ses besoins en emprunts sont très élevés. En agissant ainsi, le gouvernement pousse les petites entreprises du pays à la faillite.